

Nous avons atteint notre objectif.

L'Accord de libre-échange fournit à nos exportateurs, pour la première fois dans l'histoire, un mécanisme binational, impartial et exécutoire auquel ils peuvent faire appel quand ils sont soumis à l'application déloyale de la législation commerciale américaine.

Quel effet aura l'Accord sur l'agriculture, secteur qui représentait 20 % du produit intérieur brut de la Saskatchewan en 1986?

Nous avons dit que nous protégerions nos systèmes de commercialisation des produits agricoles, y compris nos systèmes de gestion des approvisionnements. Nous avons honoré cet engagement.

Nous avons dit que nous voulions maintenir notre droit d'appliquer des tarifs saisonniers afin de protéger nos producteurs de fruits et de légumes lorsque les prix se trouvent déprimés. Nous avons honoré cet engagement.

Nous avons voulu que le boeuf canadien soit exempté des restrictions que les Américains imposent en vertu de leur législation sur les importations de viandes. Nous avons obtenu cette exemption.

Et comment l'Accord s'applique-t-il aux céréales et aux graines oléagineuses?

Bien que les États-Unis soient un marché relativement petit pour les exportations canadiennes de céréales et de graines oléagineuses, nous croyons qu'il y a des possibilités de croissance, par exemple pour l'huile de colza, l'avoine de haute qualité, l'orge pour maltage et le blé. L'élimination des droits de douane américains sur ces produits ouvrira de nouveaux débouchés.

Les subventions directes à l'exportation, comme celles qui sont accordées en vertu du Programme américain d'encouragement des exportations, seront interdites dans notre commerce agricole bilatéral. Les deux gouvernements ont reconnu, toutefois, que le problème du subventionnement des exportations ne peut être résolu uniquement de façon bilatérale. C'est un problème multilatéral, qui exige une solution multilatérale dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Aux termes de l'Accord de libre-échange, le Canada et les États-Unis ont accepté de se consulter plus étroitement, de